

Résumés des interventions

Le pari impérial et la Realpolitik de François I^{er} (1519)

Marcello Simonetta (The Medici Archive Project)

En 1519, à l'annonce de la mort de l'Empereur Maximilien, François Ier et Charles Ier d'Espagne se lancent dans la course à l'élection impériale. L'affaire intéresse particulièrement les Italiens présents dans l'une et l'autre des deux cours. À Paris, Jacopo Gianfigliuzzi, alors ambassadeur florentin près le roi de France, assiste à l'événement et tente d'en deviner l'issue. Rapidement convaincu que le roi de France n'a aucune chance, il développe dans sa correspondance les bases d'un retournement d'alliance des Médicis depuis une ligne historiquement francophile vers une alliance impériale. À partir des lettres de Gianfigliuzzi, mais aussi de nonces et d'ambassadeurs français, cette communication vise à analyser les raisons du « pari impérial » de François Ier. Cette course à l'Empire marque le début de la *realpolitik* des Valois et un virage diplomatique perceptible jusqu'à la défaite de Pavie. Il s'agit ainsi de revenir aux positions italiennes des origines du conflit, à l'année 1519 qui influence par la suite quarante années de situation politique européenne.

La diplomatie mantouane dans les années 1520 : entre-deux ou double jeu ?

Florence Alazard (CESR – Université de Tours)

Depuis le XVe siècle, et plus encore à la faveur des Guerres d'Italie, Mantoue est une véritable plaque tournante de l'information (et donc de la diplomatie) européenne. Le marquis entretient auprès des grandes cours italiennes et européennes un personnel diplomatique important pour une principauté aussi récente dans l'histoire de la péninsule et aussi fragile dans le jeu diplomatique d'alors. La politique mantouane, longtemps jugée prudente, voire sans intérêt (Mozzarelli 1987) sous le marquisat de Francesco (1484-1519), est encore aujourd'hui peu étudiée et souvent réduite à une incapacité à s'engager pour l'une ou l'autre des grandes puissances qui s'opposent dans la péninsule.

La situation de Federico Gonzaga (1519-40) manifeste les ambiguïtés de cette politique : en 1520, gratifié par Léon X du titre de capitaine des

troupes pontificales, il sait qu'il s'expose à combattre l'empereur alors pourtant qu'il se trouve être son feudataire. Les années qui suivent sont donc diplomatiquement complexes : comment rester acteur d'une alliance qui, au fil du temps, devient de plus en plus anti-impériale, sans faire courir un risque inconsidéré à ce que Federico lui-même appelle « *le ragioni del nostro stato* » ?

À partir des archives de Mantoue, et principalement de la correspondance de la chancellerie avec les ambassadeurs et envoyés du marquis, cette communication prendra la mesure concrète de la politique de l'entre-deux conduite par Federico. Au premier rang se trouvent les agents du prince, et en particulier Giovanni Battista Malatesta qui séjourne longuement à Venise et doit justifier une politique qu'il peine parfois à expliquer.

À la recherche du point d'équilibre. La maison d'Este entre Valois et Habsbourg dans la première moitié du XVI^e siècle

Jean Sènié (Université Sorbonne / ENS)

À la bataille de Fornoue, le 6 juillet 1495, la présence du fils aîné d'Ercole I d'Este, le prince Alfonso I, aux côtés des troupes du duc de Milan, Ludovico Sforza se voit contrebalancée par l'assistance d'un autre de ses enfants, son deuxième fils Ferrante, du côté français. La venue de ce dernier, en 1493, si elle doit être remise dans le contexte d'une pratique de formation des jeunes princes aux exercices militaires dans une cour étrangère, témoigne aussi de la volonté d'Ercole I de s'allier avec le royaume de France. Toutefois, la présence d'Alfonso I dans les rangs impériaux résulte d'une savante orchestration des alliances de la maison d'Este. Ces pratiques ne sont pas propres à la dynastie de l'aigle blanc puisqu'on les retrouve à la même époque chez les Gonzaga. Ce souci de ménager les puissances belligérantes constitue une des lignes directrices des dynasties régnantes de la plaine padane. Elle se poursuit chez les Este à la génération suivante, les guerres d'Italie favorisant les réalignements successifs de la politique extérieure du duché. L'entre-deux serait ainsi une des modalités de gouvernement mise en place par les ducs de Ferrare dans le cadre des relations asymétriques qu'ils nouent avec les Valois et les Habsbourg. Comme l'a montré Daniela Frigo, c'est d'ailleurs un trait caractéristique de la politique des Este par rapport à leurs voisins mantouans qui optent rapidement pour une alliance impériale, tout au moins dans la première

moitié du XVI^e siècle. La génération des enfants d'Alfonso I d'Este, soit Ercole II, Ippolito II et Francesco d'Este, voit la fratrie s'engager dans les camps des deux puissances. Ainsi, tandis que l'aîné, Ercole II succède à son père sur le trône ducal, le cardinal Ippolito II part pour la Cour de France en 1536 et Francesco d'Este débute comme capitaine sous les bannières impériales.

Le parcours de ce dernier incorpore cette pragmatique politique puisqu'après un bref séjour à la Cour de France en 1533, il commence sa carrière au service de l'Empire dans les années 1540 avant d'entrer à celui de la France au mitan des années 1550 à la suite de ses frères, dans ce qui correspond au moment français de la politique extérieure ferraraise. Dans ses choix, Francesco d'Este cherche à maximiser ses gains. Ainsi, il a épousé une riche héritière grâce à l'appui de Charles V qui favorise ses fiefs impériaux. Du côté de la France, Henri II lui confère l'ordre de Saint-Michel, une rente annuelle de 80 000 francs et il obtient la charge de lieutenant général de la République de Montalcino, ultime avatar de la République de Sienne en lutte contre les Florentins et les Impériaux. Pivot de la politique dynastique, Francesco d'Este profite également sur le plan personnel de ces alliances afin d'acquérir une surface politique plus étendue que celle d'auxiliaire de la politique ducale. La fin des guerres d'Italie en 1559 et l'imposition de la *pax hispanica* sur la péninsule marque une brutale rétraction des possibilités de ce cadet, désormais fragilisé par ses loyautés successives.

Uno strano laberinto. Aimer, servir et trahir son prince **(Lombardie, 1499-1535)**

Séverin Duc (École française de Rome)

À l'aube des guerres d'Italie, le Saint-Empire, la papauté, un royaume, des républiques, des principautés, des duchés et des marquisats composent une Italie complexe. Les règles du jeu sont simples : rien n'en jamais perdu pour personne car, à aucun moment, le vainqueur n'est certain de l'avoir emporté complètement. Entre les états, les alliances se font et se défont pour parer à l'hégémonie d'un seul. Au sein de chacun des états, il est aussi communément admis que le consensus puisse s'organiser dans le conflit : c'est la *concordia discors*. On y admet que la fidélité verticale ne fait pas systématiquement le jeu et que les appartenances horizontales ne doivent

pas être marginalisées : patriotisme civique, factions locales et supra-locales, maisons nobles, liens de sang, etc. C'est dans ce contexte extrêmement complexe qu'intervient la grande politique française de conquête de Naples (1494), de Milan et de Gênes (1499). En Lombardie, le jeu ne se fait pas à deux mais à trois, tandis que les positions de chaque prince varient ! Première possibilité : les Valois sont au **pouvoir**, les Sforza en exil et les Habsbourg en embuscade (1499-1500 ; 1500-1512 ; 1515-1521). Deuxième possibilité : les Valois perdent l'état, les Sforza sont restaurés sous l'aile des Habsbourg (1500, 1512-1515 ; 1521-1525 ; 1530-1535). Troisième possibilité, la plus incroyable : les Habsbourg prennent le pouvoir, les Sforza perdent l'état et... s'allient aux Valois, leurs ennemis mortels (1526-1530). Ces polarités, et donc le champ de forces qui en découle, sont terriblement destructeurs. Une des conséquences fut le bannissement de 4 400 Lombards, soit autant d'individus ayant refusé une nouvelle allégeance. Inversement, pour les Lombards, les possibilités sont démultipliées au sein, non pas d'un entre-deux mais d'un entre-trois au sein duquel toutes les combinaisons sont envisageables. Pourchassés par les Valois, les sforzesques ont été soutenus par les Habsbourg (1499-1526) puis ont dû lutter trois ans durant contre ces derniers... en s'alliant aux Valois (1526-1530), pour finalement rallier Charles Quint à partir de la paix de Bologne et surtout la mort de Francesco II Sforza (1535). Peut-on cependant identifier des groupes qui refusèrent de changer de camp ? C'est le cas, notamment de la *casa trivulzia*, plus francophile que les Français, des « bons françois » ; à l'inverse, la *casa pallavicina* est beaucoup moins homogène, de même que celle des Visconti. En outre, il est possible de mettre en avant les administrateurs de la chose publique qui, par-delà les changements de prince, imprimèrent la marque de la continuité aux affaires de l'état. En bref, nous proposerons d'étudier le problème à l'échelle de certains groupes (administration centrale, maisons nobles, rameaux, etc.) mais aussi de certains individus représentatifs, les juristes Girolamo Morone et Giulio Cattaneo, l'évêque Pallavicino Visconti ou encore le capitaine Teodoro Trivulzio qui comme nombre de ses compatriotes, se retrouva dans un « strano laberinto », pour reprendre les mots de Francesco Guicciardini.

Les capitaines de la dernière République florentine (1529-1530) : figures de traîtres ou de l'entre-deux ?

Hélène Soldini (Université Jean Moulin Lyon 3)

La capitulation le 12 août 1530 de Florence face aux armées impériales et pontificales qui depuis près de dix mois assiégeaient la cité, marque non seulement la fin du gouvernement républicain et la progressive instauration du pouvoir médicéen en Toscane, mais également la définitive sujétion de la péninsule à la politique des puissances hégémoniques. L'historiographie, suivant la lecture proposée par les chroniqueurs et historiens de tendance républicaine, largement reprise ensuite durant le Risorgimento, a eu tendance à attribuer la défaite politique et militaire de la dernière République florentine à la trahison de quelques capitaines à la solde de la cité, au premier rang desquels Malatesta Baglioni (1491-1531) élevé à la dignité de capitaine général des troupes florentines en janvier 1530. Si ce condottiere – suivant une logique d'instrumentalisation visant à justifier la faillite républicaine – a fini par incarner la figure par excellence du traître, cette contribution entend adopter une démarche archéologique afin non pas d'interroger la réalité des faits, mais d'analyser comment s'est sédimentée cette représentation dans les récits des contemporains. Il sera alors possible d'interroger la notion de trahison qui, dans ce cas, répond bien moins à une théorisation politico-juridique qu'à une condamnation d'ordre moral, alimentée par la suite par une forme d'anachronisme psychologique. Il apparaîtra dès lors que l'étiquette de traître n'épuise en rien la complexité du parcours du condottiere et que privilégier la notion d'entre-deux à celle de trahison permettrait de penser à nouveaux frais la défection de Baglioni à la cause républicaine, en mettant l'accent sur les appartenances multiples et les loyautés conflictuelles de cet acteur intermédiaire entre Florence, l'Empire, la France et la papauté.

Des « hommes de cervelle et de service » : les capitaines italiens au service du roi de France au Piémont (1551-1559)

Julien Guinand (Laboratoire de Recherche Historique Rhône-Alpes)

En 1542, l'ambassadeur vénitien à la cour de France Matteo Dandolo se plaint de la mauvaise image dont souffrent les capitaines et soldats italiens. Tous seraient « universellement considérée comme milice inutile et orgueilleuse » au motif de leur avarice et de leur lâcheté. Dix années plus tard, le même topos semble toujours avoir cours. Le roi Henri II demande

notamment au maréchal de Brissac de renvoyer le grand nombre de soldats italiens présents dans ses troupes à pied afin de privilégier l'emploi de combattants régnicoles. Pour autant, la Couronne entretient à son service la durée des gens de guerre transalpins dans la durée et plus particulièrement au Piémont dont une partie est occupée depuis 1536 alors que la péninsule italienne est de plus en plus inscrite dans l'aire d'influence Habsbourg. Il s'agit de cheveau-légers et de fantassins dont les engagements sous les bannières fleurdelisées ont été récemment répartis par David Potter entre loyalisme et opportunisme. Si ces services et choix de carrières des armes s'inscrivent dans la situation politique d'Entre-deux du Piémont, ils répondent à des intérêts, particuliers et locaux plus complexes qu'une grille de lecture binaire opposant les capitaines de confiance aux plus vils et intéressés. Cette intervention se propose donc de dresser le portrait du service rendu par les hommes de guerre italiens engagés dans les rangs de l'armée du maréchal de Brissac sous Henri II. Elle a comme point de départ la confrontation de trois états de paiement datés de 1551, 1556 et 1559 complétés par une liste tenue par François Boyvin du Villars, secrétaire du maréchal de Brissac. S'ils sont muets sur l'identité des simples combattants, ils nous permettent de suivre leurs capitaines et d'approcher leur guerre vécue aux portes de l'Italie au milieu du XVI^e siècle.

Ludovico da Canossa: entre lettres et armes

Francesca Chionna (Université de Strasbourg / Università degli studi di Bari)

Durant la période des guerres d'Italie, la ville de Vérone a vu naître l'un de ses plus dignes représentants : le comte Ludovico di Canossa (1475-1532). Érudit et écrivain fécond, ainsi que fin diplomate et prestigieux prélat, il fut entre autre archevêque de Bayeux. On sait qu'il fut employé à plusieurs reprises comme négociateur par les rois de France Louis XII et François I^{er}. Grâce à l'intervention de Canossa, Giberti et Guiccardin, Clément VII se laissa convaincre qu'il était nécessaire de créer la Ligue de Cognac (1525) pour s'opposer à la construction par Charles Quint d'un possible pouvoir monocratique étendu sur une grande partie de l'Europe et sur l'Italie presque entière.

De son côté, le pape, bien qu'il ait été l'un des plus fervents représentants de la faction pro-impériale quand il était encore le cardinal Jules de Médicis, prit

le parti de la France. Ce sont les mois au cours desquels Francesco Guichardin passa de la présidence romagnole, sans pour autant l'abandonner, à s'engager comme lieutenant du pape dans la ligue de Cognac. En effet, on sait que Guichardin utilisa ses talents de diplomate jusqu'en janvier 1526 pour persuader le pape de formaliser, par le biais de la ligue, son engagement à côté de la faction anti-impériale. Ce qu'il ne fit pas sans peine, puisque Clément VII avait à ses côtés Niccolò Schönberg, pro-Habsbourg et « quasi temuto dal pontefice », ainsi que beaucoup d'autres représentants favorables à l'Empereur. De l'autre côté, Canossa « el quale in persuadere ha pochi pari », utilisa également ses talents de diplomate pour rendre la ligue profrançaise une alliance sacrée avec l'entrée de la papauté.

Abondante fut la correspondance de la période entre le lieutenant papal Guichardin et le dataire Gian Matteo Giberti, l'ambassadeur en France Roberto Acciaiuoli, Altobello Averoldi, envoyé par le pape à Venise, Uberto Gambarà, ambassadeur en Angleterre. Nous sommes confrontés à la véritable construction d'un réseau qui est culturel avant d'être politique. Tous ceux-ci (particulièrement les hommes de lettres imprégnés de culture humaniste) nourrissaient sans doute l'espoir - qui pour Canossa après le Sac de Rome deviendra « chimera » - qu'il restait de la place pour un éclair de vitalité, à l'aide d'un réveil non seulement des lettres et des arts, mais aussi des armes. En d'autres termes, cette *renovatio* fut stimulée par des intellectuels humanistes qui voyaient dans l'héritage classique un instrument utile pour ranimer l'ancienne 'vertu italique'.

L'heure des « faucons » (1525-1529) :

Ludovico di Canossa et Mercurino Arborio di Gattinara

Guillaume Alonge (Université de Neuchâtel, Fonds national suisse)

Mon intervention se propose de revenir sur une période décisive des Guerres d'Italie, la deuxième partie des années '20 du seizième siècle ; la courte période qui sépare la bataille de Pavie de la Paix des Dames marque un tournant fondamental dans la construction d'une hégémonie espagnole/impériale dans la péninsule italienne. A ce moment-là, les projets de domination de l'Italie étaient pourtant multiples : à côté d'une « Italie de l'empereur » qui finira par s'imposer, coexistaient aussi le projet d'une « Italie du Très Chrétien » et celui d'une « Italie du pape ». Acteurs et artisans majeurs de tels projets politiques concurrents furent aussi, sinon surtout, des

italiens au service des monarchies étrangères. Des gentilshommes tels que le véronais Ludovico di Canossa ou le piémontais Mercurino Arborio di Gattinara qui, par leurs liens, leurs connaissances et leur expérience du contexte social et politique des cours italiennes, jouèrent un rôle clef dans l'effondrement de la « *Libertà d'Italia* ». Toutefois ils restèrent culturellement, et en quelque sorte politiquement aussi, des italiens, avec une attention particulière pour leur terre natale. Cette origine commune influença leur choix et leurs stratégies diplomatiques et militaires dans la perspective de sauvegarder une certaine autonomie des États italiens. Un autre élément commun qui permet de mettre en parallèle et de rapprocher les trajectoires de Canossa et Gattinara fut la réflexion religieuse à laquelle les deux hommes se vouèrent au temps des Réformes et de la crise de la chrétienté occidentale. Dans cette Europe de la Renaissance tout projet politique était aussi forcément un projet de réforme de l'institution ecclésiastique.